

Contribution Label ISR

Merci pour cette proposition de refonte du Label ISR !

Voici mes quelques remarques :

- 1) Le resserrement de la restriction de la sélectivité va dans le bon sens mais est-elle adaptée à des approches comme l'impact ou des fonds thématiques ?
- 2) Manque de précision de la trajectoire de transition : Si les objectifs sont clairs (-55% à horizon 2030 et net zéro à horizon 2050) quel chemin doit-on emprunter pour y arriver ? Quel scénario net zéro ? Je pense notamment au secteur pétrolier. Quand un acteur annonce un objectif net zéro uniquement sur les scopes 1 et 2, est-ce en ligne avec le label ? Quand bien même il couvrirait tous les scopes. Est-ce que ces objectifs et moyens sont pertinents ? Ne serait-il pas plus clair de prendre un scénario net zéro de l'AIE, par exemple, qui a une définition plus concrète avec le critère de ne pas développer de nouveau champs pétroliers et gaziers ? Si on écoute un acteur comme TotalEnergies, ils sont sur un scénario Net zéro et si on se réfère au scénario net-zéro de l'AIE, ils ne le sont pas (valable pour d'autres acteurs que TotalEnergies). Un tel émetteur peut-il faire l'objet d'un investissement d'un fonds labélisés ISR ?
- 3) Concernant les controverses, cet ajout est clairement un plus. Néanmoins, ne faut-il pas préconiser certaines actions en fonction des limites de l'exercice ? Que faire quand un investisseur vote systématiquement contre la politique du groupe, propose une résolution différente et est rejetée tous les ans ? Ne faut-il pas préconiser des actions et/ou un horizon de temps minimums ?
- 4) L'exclusion sur le non conventionnel me semble hors sujet. Hors sujet en raison de l'univers d'investissement. Les émetteurs sont principalement européens donc pas/peu exposés au non conventionnel. Hors sujet en raison de l'objet même de l'exclusion. Le sujet majeur est la réduction progressive des énergies fossiles plus que le mode d'extraction. Evidemment l'impact environnemental du non conventionnel est pire mais le nerf de la guerre reste la part d'énergies fossiles. Une exclusion sur le pétrole et le gaz me semblerait plus pertinente et plus en phase avec l'objectif du Label.

D'une manière générale, le Label souffre d'un manque de « crédibilité » selon l'audit du trésor. Il me semble que c'est principalement lié au fait qu'il s'agisse, initialement, d'un label de transparence plus que d'exigence. Il faudrait, à mon humble avis, renforcer les exigences. Si cette exigence reste trop faible alors nous ne restaurerons pas la crédibilité du Label et, par ricochet, de l'ISR.

Encore une fois, l'exemple du pétrole est symptomatique. Est-ce que ce secteur est en transition ? La réponse est oui. Est-ce qu'un seul acteur de ce secteur est sur une trajectoire 1,5°C ? La réponse est non. Est-ce que ces émetteurs peuvent faire partie d'un fonds labélisé ? La réponse devrait alors être non car pas au niveau d'un fonds ISR.